

L'ALGERIE : QUELLE SECURITE DANS L'ENSEMBLE MEDITERRANEEN ?

F.Zohra FILALI

Pr, Faculté des sciences politiques et de
l'information Université d'Alger 3

INTRODUCTION

L'espace méditerranéen est complexe. Pensé comme un et complémentaire pour les uns, il est multiple et antagonique pour les autres, il tarde à se structurer et à se doter d'une dimension stratégique propre pour tous. La difficulté tient à la fois à l'importance de la région et aux nombreux protagonistes.

Si l'intérêt et les enjeux que représente cet espace n'ont jamais faibli à travers l'histoire. Les acteurs ont, par contre, changé et se sont diversifiés. Aujourd'hui, la sécurité dans cette région n'appartient pas aux seuls riverains. Des Puissances externes à la méditerranée y interfèrent avec leurs objectifs et leur logique propres. Dans ces conditions, la construction d'une zone de paix et de prospérité se révèle ardue. Elle bute sur des difficultés objectives dont des approches sécuritaires concurrentes, des intérêts géo politiques divergents et des niveaux de développement inégaux. Par ailleurs, la paix et la sécurité partagées ne peuvent faire l'économie de la confiance. ⁽¹⁾ Or, les intervenants dans cet espace ont souvent des perceptions négatives les uns des autres. La rive nord voit dans le

sud une zone d'instabilité source de menaces et de risques. Alors que les pays du sud reprochent à leurs vis-à-vis du nord leur manque de solidarité et leurs « bunkerisation ». Toutefois, tous les acteurs ont conscience qu'à l'heure de la globalisation la sécurité est indivisible.

L'Algérie, pays géopolitiquement important dans l'espace considéré n'a pas échappé à l'ensemble des recompositions dont celui-ci a fait l'objet. Dans un passé récent, l'Algérie était amie de l'URSS, mais elle était connue, surtout, pour son militantisme « tiers -mondiste » au sein du groupe des Non alignés. Depuis la fin de la guerre froide, elle est sujette à l'instar d'autres pays du sud à d'intenses sollicitations de la part des occidentaux (Européens et Américains) pour prendre part à la sécurisation de la région.

Face à l'impasse persistante dans l'édification d'un Maghreb sécuritaire, du fait de nombreux obstacles, dont la non-résolution du conflit sahraoui et les rivalités de leadership qui minent la sous-région, l'Algérie semble faire le pari de l'ensemble méditerranéen pour réaliser ses intérêts stratégiques nationaux.

Cette option l'amène à nouer des relations bilatérales privilégiées avec les Etats du pourtour méditerranéen, consacrées par des accords d'amitié avec certains d'entre eux. Elle participe également à toutes les initiatives multilatérales en cours dans son environnement géographique.

Pour explorer la réalité sécuritaire actuelle dans le bassin méditerranéen, de façon générale et la politique algérienne dans ce cadre, on rendra compte d'abord

1- La déclaration de Barcelone, prenant acte du déficit, en la matière, consacre au rapprochement entre les peuples et les cultures un axe de travail dont l'objectif est l'établissement de la confiance entre les peuples des deux rives.

méditerranée est, également, la voie commerciale majeure pour le transport des matières premières et des hydrocarbures (pétrole et gaz naturel). On rappelle, à ce sujet, que les ressources naturelles disponibles dans la région sont d'une extrême importance pour les occidentaux (50% du pétrole consommé en Europe et 10% au USA transitent par cette région)

Pour les Etats-Unis, l'objectif premier poursuivi par leur présence en force dans cette mer, est de maintenir pour leurs compagnies pétrolières, le libre accès au pétrole du golfe. Cette région vitale où se concentrent les deux tiers des réserves mondiales et qui participent à hauteur de 45% du pétrole vendu dans le monde.⁽³⁾

Avec près de 3300 km d'Est en Ouest et quelques centaines de Km du Nord au Sud, la méditerranée en tant qu'espace maritime est relativement modeste comparée aux océans pacifique et atlantique. Mais cette mer, dont la maîtrise participe à la neutralisation et au contrôle des portes de l'Afrique et de l'Asie, fut de tout temps, importante pour les Puissances.⁽⁴⁾ Elle fut pendant la guerre froide, un lieu privilégié de la confrontation Est-Ouest. Les Etats-Unis et l'URSS y croisèrent leur flotte respective et s'affrontèrent, même militairement, par alliés interposés.

Depuis la fin de la guerre froide, en raison de sa localisation géopolitique à la croisée d'enjeux planétaires, l'espace méditerranéen prit une nouvelle place au

3- H.Coutau-Bégarie : « Méditerranée, les constantes géostratégiques » éd Plubisud France 1997 p. 205

4- ibid. p.206

centre des préoccupations des principaux acteurs internationaux ⁽⁵⁾ dont les Etats-Unis et l'Union Européenne. Il vit, à cet effet, la restructuration et l'articulation des forces euro atlantiques sous le contrôle et la domination des Etats-Unis. En outre, cette région, en raison des troubles et de l'instabilité qui règnent sur ses flancs Est et Sud, est perçue par les occidentaux, comme l'un des points de rupture possible des équilibres stratégiques mondiaux. Elle inspire de nombreuses doctrines stratégiques et donne lieu à différentes représentations qui structurent les modes d'actions des protagonistes et déterminent leurs relations ⁽⁶⁾.

Objet d'enjeux planétaires, la méditerranée revêt, également, une importance stratégique régionale. Les pays riverains et les Etats-Unis veulent y édifier un système sécuritaire fiable et durable. Ils ont pris conscience, chacun à sa manière, des enjeux et surtout de leur interdépendance.

Les USA, hyper puissance, certes, extérieure à la région mais en l'absence de qui rien ne peut être entrepris, essaie d'asseoir un nouvel ordre régional qui assure la stabilité politique, fait face à la menace terroriste et amorce le règlement des problèmes les plus aigus qui se posent à la région.

Les Européens tentent de donner à leur politique sécuritaire en méditerranée une connotation nationale et européenne avec une capacité de projection vers l'extérieur. Ces deux approches donnent lieu, parfois, à des divergences voire

5 - la Russie après une période de retrait significative tente de retrouver sa place sur la scène méditerranéenne voir (général colonel Léonard) Ivashov « perception russe des problèmes de sécurité méditerranée occidentale » in Transition et perspectives. INESG 2 /2002. p.53

6. A.H. Souibes- Bougherara : « les alliés euro- atlantiques dans l'après guerre froide : convergence et rivalité en méditerranée » thèse de doctorat en sciences politiques ; université d'Alger juin 2006, p.107 et sv.

même à des confrontations. Elles s'inscrivent, souvent dans des logiques concurrentielles selon les objectifs intrinsèques de chacune des deux parties. Mais les intérêts de ces deux pôles se croisent et finissent par se compléter en méditerranée. Les occidentaux (américains et européens) partagent la même identité de vue quand à la perception générale qu'ils se font des menaces à la sécurité dans la région. Cette menace viendrait, selon eux, du Sud qui constitue une zone d'incertitude et de tension relevant à la fois de la défense européenne et de la sécurité transatlantique. Le regard qu'ils portent sur le flanc méridional de la méditerranée n'est guère rassurant. Il est perçu comme un espace fragile plutôt instable et menaçant conjuguant criminalité, délinquance et terrorisme.

Les pays du sud de la méditerranée n'ont pas réellement de système sécuritaire collectif autonome. Ils sont récepteurs d'idées et projets émis et conçus au Nord. De plus, contrairement à leur vis-à-vis du Nord dont les projets sont coordonnés dans un cadre intégré (Union Européenne et Otan), Ils se présentent en rangs divisés : cette dispersion s'ajoute et accentue les difficultés économiques, politiques et sécuritaires auxquelles ils font face. Conscients de leurs faiblesses, les Etats du Sud, sujets à des troubles ponctuels plus ou moins grave voire à une instabilité plus durable, vivent mal la concentration des forces occidentales à leurs portes. Les appels en faveur « du droit d'intervention humanitaire », « de la défense des droits humains » et « de l'instauration de régimes démocratiques » en provenance de l'Occident constituent, de ce côté de la méditerranée des ingérences que beaucoup récusent au nom du respect de la diversité culturelle, religieuse et même politique.

Pour tenter d'augmenter leur capacité de négociation vis-à-vis du Nord, les Etats de la rive sud multiplient les alliances et les regroupements régionaux ⁽⁷⁾. Mais ces derniers demeurent divisés et fragiles humainement et matériellement, face aux problèmes de sécurité et de défense.

Aussi, les questions qui se posent sont les suivantes : Au regard des forces en présence, une sécurité collective associant tous les partenaires aux choix et décisions stratégiques est-elle réalisable voire envisageable ? Est-elle réellement souhaitée de part et d'autre et surtout sous quelle forme et avec quels objectifs ?

Le Nord a tenté de répondre à cette problématique en proposant deux approches distinctes : l'Europe avance dans un cadre global combinant développement et sécurité. L'un et l'autre sont nécessaires et complémentaires. Pour leur part, les Etats-Unis concentrent leurs efforts sur l'aspect sécuritaire et depuis le 11 septembre 2001, ils focalisent sur la lutte contre le terrorisme international. En outre, ils élargissent l'espace méditerranéen jusqu'aux confins de l'Asie (cf. l'initiative du grand moyen orient de 1994), alors que les européens ont tendance à concentrer leurs efforts sur la méditerranée occidentale. ⁽⁸⁾

B. La sécurité en méditerranée entre l' Union européenne et l'Otan

La fin de la guerre froide a mis un terme aux deux blocs antagoniques et aux menaces qu'ils représentaient respectivement l'un pour l'autre. Mais elle a mis à jour de nouveaux risques et de nouvelles fractures.

7- on citera notamment l'UMA, la Ligue arabe, le conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Union africaine et le Nepad.

8- Rappelons que la gestion du dossier du Proche-Orient et celle plus récente de celui des Balkans a échappé aux européens. Elle est strictement américaine pour le premier et onusienne pour le second.

Dans l'approche stratégique Euro-Atlantique actuelle, aucun Etat aussi puissant⁽⁹⁾ soit-il ne peut par lui-même réaliser une sécurité absolue. Cela semble une évidence, mais l'affirmer et le reconnaître débouche sur des options explicites qui génèrent des politiques et des stratégies précises que les occidentaux mettent en œuvre en Méditerranée.⁽¹⁰⁾

Dans cette optique les problèmes de sécurité nationale ont forcément un caractère interactif. A l'heure de la globalisation et son corollaire la formation de blocs régionaux, le concept de défense nationale perd de sa pertinence sinon de son opérationnalité. Aucun Etat ne peut assumer en toute autonomie la défense de ses intérêts. Ceux-ci sont, désormais, pensés en liaison avec les capacités de chaque pays à agir dans des entités multilatérales intégratives.

L'Europe, les Etats-unis et les pays sud-méditerranéen dont l'Algérie, participent de cette approche.

1 - L'Europe et la méditerranée

Pendant la guerre froide, l'Europe était un espace commun aux deux super puissances. Son statut stratégique ne fut pas défini par les européens. L'après communisme bouleversa le paysage géopolitique et géostratégique de l'Europe.

Il a fallu non seulement relever les multiples défis imposés par l'élargissement⁽¹¹⁾ et l'approfondissement de l'intégration mais aussi composer avec l'hyper puissance américaine et négocier un partenariat avec le flanc sud de la méditerranée.

9- L'hyper puissance américaine n'a pas pu prévenir les attaques du 11 septembre, cf. pour le détail actes du colloque international « mondialisation et sécurité » ed ANEP, Alger 2002, tome 1 et 2.

10- A.Souïbes Bougherara op. cit. pp. 79 et 120 et sv.

11- l'Union européenne comprend actuellement 27 états dont beaucoup sont issus de l'ex bloc de l'Est, dont il a fallu réussir la greffe à l'espace démocratique et à l'économie de marché.

Concernant ce dernier aspect, il y a lieu de noter que pendant près de 30 ans la coopération euro-méditerranéenne s'est quasiment limitée au domaine économique. Mais les différentes politiques communautaires ⁽¹²⁾ n'ont pas été à la hauteur des objectifs visés, qui à la base étaient relativement, modestes. Pire, le bilan fait dans les années quatre vingt dix montre un approfondissement des déséquilibres entre les deux rives ⁽¹³⁾. Pour pallier les défaillances constatées et faire face à l'émergence de nouvelles menaces en prolifération au sud, l'Europe élaborait sa politique méditerranéenne dite « rénovée » et organisa la conférence de Barcelone

conçue comme cadre régionale de rassemblement des partenaires et de promotion de leurs intérêts mutuels.

Mais pour l'Europe, Barcelone fut aussi, un moyen de s'affirmer politiquement et stratégiquement. Connue pour être une force économique et non politique, l'Union européenne a, en effet, peu d'effectivité sur le plan extérieur. Elle fut incapable de trouver des solutions aux conflits qui éclatèrent sur son propre sol. La crise née de l'implosion de la Yougoslavie, a mis à nu les carences de l'Union européenne sur les plans politique et de défense. Certes, l'Union européenne admet par traités depuis Maastricht, l'existence d'un processus devant conduire d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) à une politique de défense commune (PDC) puis une défense commune (DC).

12- (k) Bichara «le partenariat euro méditerranéen après la conférence de Barcelone » éd. L'Harmattan, France 1997, pp 27,28.

13- Les disparités entre les pays des deux rives ne cessent de se creuser. Alors que le PIB dans les pays du sud est inférieur à 5000\$, il dépasse les 10000\$ dans les pays du nord Tandis que les pays du sud enregistrent un taux démographique de 2%, ceux du nord comptent à peine 0,4% : La puissance électrique est de 300 gigawatts dans le nord contre 104 dans le sud. Par ailleurs, 30% de la population active du sud de la Méditerranée dépend de la production agricole contre seulement 3% au nord In Elwatan Economie 12-18 novembre 2007.

La défense européenne repose toujours sur l'Otan ; mais aussi, le cas échéant, sur des principes propres à l'Union. En conséquence, l'Europe mit en place une force de projection qui compte aujourd'hui plus de 60 000 hommes, l'Eurocorps. Créée en 1992 elle a participé aux missions de la SFOR (Bosnie) et de la KFOR (Kosovo). L'Eurocorps ⁽¹⁴⁾ est constitué d'unités belges, françaises, allemandes, luxembourgeoises, et espagnoles. Mais l'Etat-major, à Strasbourg, compte des officiers d'autres Etats membres de l'Otan car les unités de l'Eurocorps sont entraînées et rendues opérationnelles par leur inclusion dans la force de réaction rapide de l'Otan.

En parallèle l'Union Européenne a un projet ambitieux pour sa périphérie de la rive sud de la Méditerranée. La déclaration de Barcelone ⁽¹⁵⁾ adoptée le 28 novembre 1995 est considérée comme l'acte fondateur de la région méditerranéenne du 21^{ème}, car elle consacre la fin d'un cycle (PMG et PMR) ⁽¹⁶⁾ et amorce une dynamique inspirée d'une nouvelle vision stratégique.

C'est la première tentative sérieuse de l'Union Européenne pour construire une politique globale et cohérente vis-à-vis de ses voisins du Sud. Elle se proposait de fonder de nouveaux types de rapports et de remplacer le concept de coopération par celui de partenariat. Il s'agit d'un cadre de relations contractuelles globales dans lequel, cependant, le volet économique reste prédominant.

14- En plus de l'Eurocorps, l'Europe a mis sur pied une agence européenne de l'armement (normalisation et standardisation des équipements et de l'armement) et tentent de positionner l'Otan à la périphérie de la nouvelle Europe des 27. cf. M. Goumiri « les dessous de l'union méditerranéenne » in El watan du 3-1-2008, p22.

15- La conférence a réuni 15 membres de l'Union européenne et leurs homologues de 11 pays méditerranéens, plus le président de l'Autorité palestinienne.

16- Politique méditerranéenne globale et politique méditerranéenne renouvelée. Ces deux politiques constituent la pierre angulaire des initiatives antérieures au processus de Barcelone. Cf. P. Baltz op. cit. p. 13 et 139.

Le processus de Barcelone avait pour objectif de créer une zone de libre échange entre l'Union Européenne et l'ensemble des pays de l'Est et du Sud du bassin méditerranéen (PESM) à l'horizon 2010. Ce projet ambitieux reste, toutefois, lié à des enjeux économiques, politiques et sécuritaires

L'enjeu économique est décisif pour le bloc européen en compétition avec les autres blocs régionaux américains et asiatiques. Les objectifs de l'Union Européenne sont connus : assurer des débouchés à ses produits dans une vaste zone de libre échange sous son contrôle direct, même si officiellement, on évoque « Un espace de stabilité de sécurité et de prospérité partagés »⁽¹⁷⁾. Mais cet enjeu économique reste surdéterminé par la peur européenne d'un avenir marqué par une forte immigration en provenance du Sud et accessoirement de l'Est. Pour se protéger et freiner toute tentation dans ce domaine, l'Europe compte sur une politique efficace d'aide au développement. Cette aide agirait comme levier de croissance et cette dernière comme garantie de la sécurité européenne.

Dans le cadre de la réorganisation de sa périphérie au plan géopolitique, la région méditerranéenne devient l'espace de rééquilibrage de l'Europe vers le sud, parallèlement à son élargissement vers l'est. Les enjeux géopolitiques se situent à deux niveaux : celui de l'espace européen et à l'échelle internationale.

Au niveau européen les élargissements successifs ont bouleversé le fragile équilibre européen entre Nord et Sud et Est et Ouest. Le centre de gravité de l'Europe s'est déplacé vers le Nord-Est. En conséquence les pays du sud, en particulier, les maghrébins ont exprimé leur inquiétude de se voir marginalisés

17-1-cf. Le texte de la déclaration adoptée à l'issue de la réunion de Barcelone.

alors qu'ils ont des liens historiques privilégiés avec l'Europe. De leur côté, les Etats européens du sud (France, Italie, Espagne...) ont eu peur de se retrouver seuls et démunis⁽¹⁸⁾ face aux menaces et tensions émanant du sud. C'est presque par réflexe d'auto défense qu'est apparu la nécessité de ce rééquilibrage vers le sud de la part de ce groupe de pays.

Au niveau international, une Union européenne prospère et stable est un objet de fantasmes. Elle représente l'Eldorado pour des millions d'individus de sa périphérie immédiate (Maghreb) mais aussi des régions plus lointaines (Afrique, Asie). Or la tentation d'édification d'une Europe forteresse est forte. Elle risque de faire de la méditerranée non pas une zone de partage et de coopération mais une nouvelle frontière, un nouveau « rideau de fer » à caractère économique et pour certains, civilisationnel⁽¹⁹⁾.

L'enjeu sécuritaire : La fin de la guerre froide et l'implosion de l'URSS ont laissé la méditerranée à la seule influence américaine. Mais l'Union européenne, puissance régionale, nourrit l'ambition d'élargir son influence à l'espace méditerranéen considéré comme sa profondeur stratégique. Si le partenariat euro-méditerranéen n'ignore pas l'aspect sécuritaire, il reste, néanmoins, axé pour l'essentiel, sur les volets économiques et commerciaux. Dans ce cadre, la sécurité est pensée dans l'acception actuelle, c'est-à-dire très large et non restreinte au

18- La presse et la télévision rendent compte régulièrement de l'arrivée massive d'émigrants clandestins sur les côtes espagnoles (Ceuta et Melilla. Les Iles Baléares et les Iles Canaries) et les côtes méridionales italiennes (Sicile et Sardaigne).

19- Notamment à travers la référence au caractère judéo-chrétien de l'Europe, idée défendue par l'ancien président français et président de la commission de rédaction du traité constitutionnel européen V.G.DESTAIN

seul volet militaire. La politique euro-méditerranéenne se veut flexible ; elle adapte sa démarche à la nature des menaces, à leurs sources et à leurs modes opératoires. En outre, elle est différenciée. Elle s'adresse à chaque partenaire en fonction de ses besoins, de ses priorités et de ses attentes, sans sortir du cadre global du Partenariat.⁽²⁰⁾

Après plus d'une décennie d'efforts, même si certaines avancées ponctuelles peuvent être relevées, les résultats concrets sont mitigés⁽²¹⁾. Le constat est, même décevant concernant le volet sécuritaire. Le partenariat euro méditerranéen ne peut prétendre revendiquer un bilan sur la sécurité et la défense. Certes, en ce domaine les marges de manœuvre sont limitées. Mais, cet insuccès à d'autres causes. IL s'explique d'abord, par le cadre général adopté. Le partenariat est une entreprise multilatérale, touchant tous les secteurs et ambitionnant de concerner l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen. C'est une œuvre gigantesque par la complexité des affaires à traiter et des défis à relever. La deuxième raison a trait au manque de volonté politique qui se traduit par la faiblesse et le manque d'efficacité des instruments choisis pour accompagner ce partenariat⁽²²⁾

20- Attina (fluvio) : « The Euro Mediterranean project of security partnership in comparative perspective » paper n°52 in Jean Monnet center university of Catania, Septembre 2004. site Internet : www.univst.it/euromed/jmwp52.pdf p30.

21- Selon l'expression de N. Medelsi, ministre algérien des affaires étrangères qui rappelle que cette région ne représente que 4% des investissements du secteur privé européen. cf El watan « Union pour la méditerranée » 17 mars 2008. p2.

22- Le programme MEDA, principal instrument financier dont le but premier est le soutien à la transition démocratique est mal perçu par les PESM qui lui reprochent le retard et la lenteur dans les déboursments, la discrimination entre les pays bénéficiaires, l'insuffisance des montants et enfin l'inadéquation des procédures des règles et des affectations.

Dans ces conditions, la zone de libre échange prévu à l'horizon 2010 relève, pour le moment, de l'incantation⁽²³⁾; en dépit de l'interdépendance accrue entre les pays de la région et de l'intégration des économies du Sud méditerranéen à l'économie régionale via les accords d'associations signés avec l'Union européenne⁽²⁴⁾ Enfin, les tentatives de construction de l'espace euro-méditerranéen ne laissent pas indifférentes les puissances non riveraines, en particulier les Etats-Unis. Ces derniers n'aident pas à l'émergence d'un pôle autonome en matière sécuritaire.

2. L'Otan et la méditerranée

Avec la fin de la bipolarité, l'Otan a vu sa composition originelle et son orientation militaire se transformer. L'Alliance chercha à s'adapter et adapter ses nouveaux rôles aux nouvelles menaces.

Car contrairement, à l'idée fort répandue, au début des années 90, sur une probable dissolution de l'Organisation de l'Atlantique Nord et conséquemment le départ des forces américaines de l'Europe. Warren Christopher, secrétaire d'Etat américain répliqua « l'Otan est au cœur de la stratégie européenne »⁽²⁵⁾, sachant que l'Otan est intimement liée aux Etats-Unis, on pourrait ajouter que les Etats-Unis sont au cœur de la stratégie européenne.

23- Le processus de Barcelone semble avoir vécu. Il est en voie d'être supplanté par l'Union pour la méditerranée, proposé par le président français N. Sarkozy. cf El watan op. cit. 13 mars 2008.

24- A. Baghzouz : « le partenariat euro méditerranéen : enjeux et perspectives pour les pays du Maghreb » in Une décennie de relations internationales. Ed. ENA 2001. pp146-149.

25- Puissance militaire, les USA sont concurrencés économiquement par d'autres puissances (UE, Japon, Chine).

Ceci explique l'intérêt vital pour les Etats-Unis à maintenir l'Otan, qui en plus de son rôle militaire pur, assure les intérêts économiques américains ; à travers le développement des industries d'armements, le recours aux compagnies privées américaines dans les opérations de maintien de paix, la maintenance logistique et la sécurité des biens et des personnes.

Pendant la décennie quatre vingt dix, plusieurs réunions au plus niveau des hiérarchies politiques et militaires, tentèrent de trouver une nouvelle raison à l'Otan. Les événements du 11 Septembre 2001 accélèrent les changements⁽²⁶⁾.

L'Alliance se transforma et adapta ses instruments d'intervention à la perception qu'ont les alliés des risques et menaces actuels. Grâce à l'installation de bases logistiques sur une zone de plus en plus vaste et à l'extension des normes communes à un nombre croissant de partenaires l'Organisation se fait véritablement le moteur de l'hégémonie militaire américaine.

Concernant la méditerranée l'Alliance adopta un nouvel concept stratégique et proposa une approche plus large et plus souple de la sécurité, fondée sur trois principes complémentaires : le dialogue, la coopération et enfin le maintien d'une capacité de défense collective. Cette nouvelle approche sera enrichie et affinée lors des sommets de l'Alliance de Prague (Novembre 2002) et Istanbul (juin 2004).

➤ Le sommet de Prague

Ce sommet réunit les pays membres et les pays partenaires. Initialement prévu pour discuter de l'élargissement à 7 pays de l'Est européen ,mais les développements du dossier Irakien, la situation au proche orient, et surtout les menaces terroristes grandissantes contre les intérêts européens et américains ont modifié l'ordre d'importance des dossiers soumis au sommet.

C'est à ce titre que le dialogue politique Otan- pays méditerranéen prend toute son importance. D'ailleurs anticipant sur ce sommet Lord Robertson (secrétaire

26- A.Faupin : « Europe de la défense et lien transatlantique : convergences et divergences » in Défense nationale octobre 2001 P132-133.

général de L'Otan) avait déclaré dès avril 2002 : «Alors que la politique d'engagement et de partenariat menée par l'Otan contribuait à unifier l'Europe, nous avons voulu envoyer un signal fort à nos voisins. Vous faites partie de cet ensemble et nous ne voulons pas qu'une nouvelle ligne de fracture s'ouvre en Méditerranée (...) Après le 11 septembre, l'Otan et ses voisins de la Méditerranée ne peuvent pas s'ignorer plus longtemps, nous devons au contraire redoubler d'effort afin de nous rapprocher, de devenir de véritables partenaires pour face aux défis Communs résultant notamment du terrorisme et e la prolifération des armes de destruction massive »⁽²⁷⁾.

A noter que l'initiative du dialogue méditerranéen de l'Otan est ancienne, elle fut lancée en janvier 1994,⁽²⁸⁾ conjointement à celle du partenariat pour la paix (pays Est européens). Elle a pour but de contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales, de parvenir à une meilleure connaissance et compréhension mutuelles et de dissiper tout malentendu entre l'Otan et ses partenaires méditerranéens⁽²⁹⁾. Cet intérêt s'explique d'une part par le fait que l'Otan considère ce dialogue comme partie intégrante de l'approche globale de la sécurité des pays membres, en général et européen en particulier. Etant entendu que la sécurité du vieux continent est indissociable de celle de la région méditerranéenne. D'autre part, six pays, parmi les sept participants à ce dialogue, sont arabes et musulmans. Or, la principale menace terroriste contre l'occident provient de cette aire géopolitique.

27- A.Ghazali : « le sommet de l'Otan adaptera sa stratégie future à l'après 11 Septembre » in la tribune 21 Novembre 2002.p24.

28- Elle a concerné 5 pays : Israël, Egypte, Maroc, Mauritanie et Tunisie qui ont rejoint le dialogue en 1994, suivie par la Jordanie en 1995 puis par l'Algérie en 2000.

29- cf l'Otan au 21 ème siècle. www.nato.int Brussels 28 juin 2004.p 20.

Le sommet de Prague adopta d'importantes décisions⁽³⁰⁾. Elles portent un plan d'action pour lutter contre le terrorisme et un second en matière de plans civils d'urgence⁽³¹⁾, pour améliorer la préparation aux risques d'attaques terroristes contre les populations civiles. Les risques actuels découleraient de l'instabilité de certaines régions appelées « zones grises » plus que d'attaques militaires directes. L'Otan passe, ainsi progressivement, du rôle d'organisation de défense répondant à une menace extérieure à celui d'une organisation de sécurité chargée de prévenir les conflits et de construire la paix.

➤ Le sommet d'Istanbul

La réunion des chefs d'Etats de l'Alliance à Istanbul a mis l'accent sur le renforcement de la coopération militaire en méditerranée, l'approfondissement du dialogue avec les pays de la rive sud ainsi que l'établissement de partenariats politiques et stratégiques différenciés avec certains Etats de la région. L'Otan a décidé, par ailleurs, d'associer les pays du grand Moyen-Orient à l'effort de modernisation de leur société et les impliquer dans la lutte mondiale contre le terrorisme dans le cadre d'une nouvelle initiative de coopération baptisée : Initiative de coopération d'Istanbul (ICI)⁽³²⁾. Trois pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) : Koweït, Bahreïn et Oman ont été les premiers à répondre à cette offre.

30- L. Crochard : « le sommet de l'Otan : Prague 2002 » in Défense nationale, Avril 2003, pp 115 et sv.

31- L'Otan au 21^{ème} siècle op. cit. p20.

32- pour plus de détails cf A Ghazali « Istanbul : carrefour des enjeux géostratégiques » in la tribune 30 juin 2004. p12.

La déclaration d'Istanbul renouvelle l'engagement de l'Otan à l'égard de la défense collective, vocation première de l'alliance, qui reste bâtie sur deux notions essentielles, l'unité et l'indivisibilité de la sécurité des alliés.

Sur le plan pratique l'Otan s'adapte aux nouveaux défis par la mise en place, entre autres, de la force d'action rapide «The Nato response force NRF»⁽³³⁾ et par le renforcement des capacités militaires pour une lutte plus efficace contre le terrorisme.

Le dialogue méditerranéen de l'Otan a fort progressé depuis une dizaine d'année, il offre aux membres de l'Alliance et au sept pays du sud à titre bilatéral et multilatéral l'opportunité de commencer à se comprendre, à se faire confiance et à lutter ensemble contre l'insécurité, le terrorisme et la prolifération des armes. Mais cette offre de coopération n'empêche pas les mesures préventives. Ainsi les ministres de la défense de l'Alliance ont décidé d'améliorer leur capacité défensive en approuvant une nouvelle structure de commandement militaire dont la mission première est de contrôler de près le Maghreb⁽³⁴⁾.

Le renforcement du Dialogue méditerranéen et le lancement de l'I C I sont complémentaires. Elles s'ajoutent à d'autres initiatives internationales telles que le processus de Barcelone de l'Union Européenne et le dialogue méditerranéen de l'O S C E. Toutes ces entreprises constituent, théoriquement, des processus complémentaires et individualisés, seulement cette superposition de plusieurs cadres de sécurité, ajoutée au compartimentage géographique, prend souvent l'allure d'une compétition euro-américaine pour le leadership dans ce bassin stratégique pour la sécurité régionale et globale.

33- J. Dufourcq « quel voisinage stratégique en méditerranée ? » in le Maghreb stratégique, collège de défense de l'Otan. Rome 2005, p 60 et sv.

34- « Briefing : améliorer les capacités pour répondre à de nouvelles menaces » In www.nato.int déc.2004P1

L'Algérie, pays géopolitiquement important s'investit dans le cadre multilatéral et bilatéral méditerranéen. Elle met son expérience dans la lutte antiterroriste au service de ses nouveaux partenaires à qui elle demande en retour aide pour le développement et coopération en matière de défense.

II –l'Algérie et la sécurité en méditerranée

La méditerranée est d'un intérêt vital pour l'Algérie.Elle occupe une place centrale dans sa réflexion stratégique.En effet, cette mer constitue, quasiment l'unique voie par laquelle transite le commerce extérieur tant à l'import (produits alimentaires et biens manufacturés) qu'à l'export (pétrole et gaz naturel)

On rappelle que l'Algérie occupe le quatorzième rang mondial pour les réserves de pétrole et le cinquième rang pour le gaz naturel. Elle est le deuxième producteur mondial de GNL et GPL et leur troisième exportateur mondial. L'Algérie est le premier exportateur d'hydrocarbures en Méditerranée en 2006, dont 61% par gazoduc⁽³⁵⁾. Elle est le troisième fournisseur de l'UE après la Russie et la Norvège.

L'Algérie participe significativement à la sécurité énergétique de l'Europe (1/5 des besoins en gaz) et sert de force d'appoint aux approvisionnements américains en hydrocarbures. Sachant que le budget algérien est couvert à hauteur de 97% par la fiscalité pétrolière, on mesure l'importance qu'accorde l'Algérie à la sécurité de la méditerranée. A noter, par ailleurs, que la sécurité alimentaire et sanitaire du pays sont assurées par l'importation : 60% des céréales et 85% des médicaments par exemple, proviennent de l'extérieur via la Méditerranée.

35- Le pays est relié par deux gazoducs transitant par la Tunisie en direction de l'Italie pour l'un et vers L'Espagne via le Maroc pour le second. Elle vient d'entamer la pose en mer du troisième ouvrage (Medgaz) devant raccorder directement les champs gaziers sahariens aux ports européens

Sur un autre plan, il y a lieu de signaler que la façade maritime algérienne longue de 1200 km et pourvu de nombreux ports constitue une porte de sortie privilégiée pour les candidats à l'émigration nationaux et subsahariens.

L'Algérie, enfin, à l'instar des autres pays du Maghreb doit faire face aux réseaux tissés entre les deux rives par le crime organisé et le terrorisme.

Consciente des ses atouts et de ses faiblesses ⁽³⁶⁾, l'Algérie a pris acte des changements opérés sur la scène internationale, en général et dans la région méditerranéenne, en particulier.

Ces recompositions stratégiques l'invitaient à reconsidérer sa politique générale ⁽³⁷⁾ et à réactiver et adapter sa diplomatie ⁽³⁸⁾, afin de sortir de l'isolement imposé par les années de terrorisme. Elle se dote de l'image d'un Etat « ordinaire », intégré à l'économie libérale mondialisée, afin d'attirer les capitaux et les technologies nouvelles au profit de son appareil productif et de ses forces armées.

Pragmatique et réaliste, l'Algérie prend l'option stratégique de la sécurité collective sans négliger cependant le bilatéralisme. Elle entretient des relations d'amitié et de bon voisinage avec les Etats du pourtour méditerranéen et participe à toutes les initiatives liées aux ensembles régionaux auxquels elle appartient (Maghreb, Méditerranée, Afrique). Elle parie sur la concertation pour régler les différents et prévenir les tensions.

36- A.Merouani : « la dimension stratégique de l'Algérie dans l'ensemble méditerranéen : atouts, enjeux et limites » in le Maghreb stratégique. Op. cit. pp 24-29.

37- On rappelle que l'Algérie est liée à l'Union européenne par un accord d'association paraphé en déc. 2001, qu'elle négocie son adhésion à l'OMC et qu'elle a entrepris, enfin, un vaste programme de libéralisation économique basé sur la restructuration des entreprises publiques et leur privatisation. In ELwatan 16-mars-2008.

38- Rapprochement stratégique avec les USA et l'Otan notamment.

L'Algérie souhaite que le dialogue régulier aboutisse à l'élaboration d'instruments collectifs qui rendent opérationnellement rentables les efforts tendant à instaurer la paix et la sécurité et à dynamiser la coopération pour le développement au sein de ces différentes structures. Car, pour l'Algérie développement et sécurité sont inséparables. Ils s'alimentent mutuellement.

La diplomatie algérienne a pour objectif déclaré, de mettre en cohérence les différentes démarches menées simultanément dans différents cercles concentriques afin que les avancées réalisées dans chaque cercle produisent des retombées positives sur les autres. Ceci explique la participation algérienne active à toutes entreprises initiées en Méditerranée, à la seule condition, qu'elle épouse la ligne politique du pays, basée sur la lutte contre le terrorisme et toutes les formes de criminalité organisée ainsi que le combat contre la pauvreté, les maladies et les fléaux qui entravent le développement économique et social.

L'Algérie s'adapte à l'uni polarité post guerre froide, elle diversifie ses partenaires. Certes, son espace naturel prioritaire demeure le Maghreb où elle déploie des efforts réguliers pour dynamiser l'UMA. Mais elle semble de plus en plus encline à insérer sa démarche dans l'ensemble méditerranéen plus vaste et plus porteur. Le Partenariat euro méditerranéen dans ses multiples déclinaisons en est le cadre. Mais parallèlement, elle s'insère dans la mouvance américaine pour éviter le tête à tête avec l'Europe, en général et la France, en particulier. En outre, elle tente d'accroître son autonomie en exploitant la concurrence euro atlantique et les divergences russo – occidentales⁽³⁹⁾.

39 - L'Algérie a signé un accord sur le partenariat stratégique avec la Russie (Mars 2006) et a conclu un contrat de 7 milliards de dollars pour renouveler son armement. Les occidentaux et l'Otan s'inquiètent, par ailleurs, du rapprochement entre Sonatrach et Gazprom. Ils craignent la naissance d'un cartel de gaz à l'image de l'Opep.

Pour mener à bien cette ligne politique, l'Algérie peut compter sur deux atouts formidables : ses capacités énergétiques et son expérience dans la lutte anti-terroriste.

A – l'Algérie et le partenariat euro-méditerranéen

La Méditerranée occupe une place de premier ordre dans la politique de sécurité et de défense algérienne. Elle participe, à ce titre, à tous les cadres de concertation et de dialogue multilatéraux. En parallèle, elle développe une activité bilatérale intense avec les Etats du pourtour méditerranéen.

Le cadre multilatéral

Volet de l'Euro méditerranée, le partenariat politique et sécuritaire suit l'évolution de la construction européenne et celle de sa politique avec sa périphérie. Il épousa des formes variées. Ce foisonnement est, certainement source de richesses, mais il est aussi un signe évident d'inefficacité. En effet, cet aspect du Partenariat est le moins avancé, non seulement, en raison de la sensibilité des thèmes discutés mais aussi des retombées négatives des différents conflits qui déchirent le bassin méditerranéen (conflits du proche orient, irakien, guerres en Yougoslavie). Mais ce manque d'efficacité n'a pas découragé les partisans des constructions différenciées, dénommées selon le cas « Partenariat à la carte » ou « Partenariat à plusieurs vitesses » de revenir à la charge. Ils multiplient les propositions et les cadres de concertation pour instaurer la confiance entre les partenaires, renouer le dialogue et prévenir les conflits.

A ce titre, la conférence de Barcelone apparaît comme l'aboutissement d'un long processus qui démarra dans les années soixante dix et n'éclora qu'à la fin de la guerre froide, dans les années 1992-1993. Conférences, séminaires et

rencontres réunissant civils et militaires, diplomates et ministres sont organisés à différents échelons et au double niveau global et restreint⁽⁴⁰⁾.

Dans le cadre global : la Commission européenne, l'OSCE, l'UEO ont initié, chacune de son côté, des pourparlers avec leurs partenaires du sud et de l'est méditerranéen. De leur côté, les Etats du sud de l'Europe, à titre individuel ou en groupe, ont proposé à leurs vis-à-vis du sud, maghrébins en l'occurrence, un cadre de dialogue spécifique à la Méditerranée occidentale : Le dialogue 5 + 5. De toutes les initiatives évoquées ce dernier semble le plus actif, le plus régulier et surtout le plus prometteur. C'est celui qui maintient le partenariat en matière de sécurité et de défense en vie.

- **Le Dialogue 5 + 5⁽⁴¹⁾**

Cette structure est un forum de coopération et de concertation ayant pour objet la Méditerranée occidentale. A l'origine elle regroupait les pays de l'arc latin (Espagne, Italie, France Portugal) plus les cinq Etats maghrébins. Elle fut proposée par le président Mitterrand dès 1983.

Le projet fut relancé par deux forums méditerranéens réunissant les représentants des mêmes Etats et fonctionnant surtout comme « une boîte à idée ». Le premier forum s'est tenu à Marseille en 1988 et le second à Tanger une année plus tard.

40- Les initiatives de concertation dans le domaine sécuritaire sont nombreuses mais très peu efficaces. On citera en particulier : la CSCM (conférence sur la coopération et sécurité en méditerranée, 1990) ; l'ACRS (Arms control and regional security working group 1991) ; le dialogue initié par l'UEO (1992) ; le Forum pour le dialogue et coopération en méditerranée (1994) ; et enfin le dialogue entrepris par l'OSCE (1995) in A Souibes- Bougherara op. cit. pp 306-311.

41- JF Coustillé : Méditerranée « 5+5 » et initiative de sécurité » in Défense nationale n°5 2005.P 77

La réactivation véritable du projet eut lieu à la réunion de Rome en 1990 où les neuf Etats (en l'absence de l'Espagne et avec Malte comme observateur) s'engagèrent à « contribuer à la transformation de la Méditerranée en zone de paix et de coopération ».

La deuxième réunion se tint à Alger en octobre 1991 et vit l'intégration de Malte. Mais la guerre du Golfe, l'instabilité en Algérie et l'embargo Onusien contre la Libye, suite à l'affaire Lockerbie, vont interrompre ce processus pendant plusieurs années. La France relança le groupe en 2003, officiellement « pour revitaliser la coopération en matière de sécurité et de défense et donner un nouveau souffle au processus de Barcelone ».

Pour les dix Etats associés à ce forum, le cadre restreint de la Méditerranée occidentale est plus approprié et plus efficace pour traiter des problèmes de sécurité qui sont recensés et accés prioritairement sur l'immigration clandestine et le terrorisme international.

Le Dialogue 5 + 5 traite des affaires politiques et de sécurité ; il réunit, selon les sessions et l'ordre du jour, les ministres des affaires étrangères ainsi que leurs homologues de l'intérieur et de la défense. En 2004, à Paris les ministres de la défense ont structuré le forum en le dotant d'un comité directeur et de groupes ad hoc. Par son cadre restreint et ses ambitions mesurées, ce lieu de rencontres est, peut être, le cadre idéal pour entreprendre des actions concrètes dans le bassin occidental de la Méditerranée comme la surveillance aérienne et maritime et la participation militaire à la protection civile. Il permet, aussi, de conforter des habitudes de travail en commun sur des dossiers qu'une appartenance à une même aire géographique rend pertinents.

Le cadre bilatéral

Pour l'Algérie la sécurité se construit collectivement. Elle requiert de l'effort et de la persévérance dans la concertation afin de répondre au mieux aux intérêts respectifs des partenaires et trouver des réponses communes aux exigences de la paix et de la stabilité régionales. La pratique diplomatique algérienne dans le bassin méditerranéen emprunte les registres multilatéral (Euro Méditerranée) et bilatéral (Traités d'amitié). Les deux niveaux sont complémentaires. Ils agissent ensemble pour une plus grande efficacité

Sur le pan bilatéral, la politique extérieure algérienne accorde une place privilégiée aux relations avec les voisins des deux rives. Depuis l'indépendance, le pays a inscrit son action diplomatique dans le cercle méditerranéen, après le cercle maghrébin et arabe. L'Algérie s'applique à tisser des liens de bon voisinage pour prévenir les conflits et promouvoir la coopération et les échanges. A ce titre, elle signa cinq traités d'amitié.

La première expérience dans ce cadre fut le traité d'amitié et de concorde algéro - tunisien paraphé en 1983 avec pour objectif l'instauration d'un climat de confiance qui permit très rapidement le bornage définitif des frontières entre les deux pays. Cette option gelée, pendant deux décennies, fut réactivée par l'actuel locataire d'Elmouradia.

Elle donna lieu à quatre traités d'amitié, de bon voisinage et de coopération signés successivement avec l'Espagne (oct.2002), l'Italie (janv.2003), le Portugal (janv.2005) et la Turquie (mai 2006). Le processus devant menée à la signature d'un traité similaire avec la France est bloqué en raison du lourd passif existant entre les deux pays.

L'analyse de ces traités montre qu'ils se composent d'un préambule et de plusieurs chapitres. Le préambule rappelle l'appartenance commune à la même aire géostratégique et l'ancrage de leurs relations au partenariat euro méditerranéen. Il insiste sur la complémentarité entre les approches multilatérale et bilatérale. Les chapitres détaillent les différents domaines de la coopération : politique, militaire, économie et finance circulation des biens et des personnes et communication et média.

La coopération dans le domaine de la défense et celle en matière de lutte contre la criminalité forment le volet sécuritaire. En matière de défense, il est prévu des cycles de formation et de perfectionnement et l'organisation d'exercices conjoints. Les parties contractantes s'engagent à procéder à l'échange d'informations techniques, technologiques et industrielles au profit de leurs deux armées et à l'échange des expériences inhérentes aux opérations d'aide humanitaire et de maintien de la paix.

Concernant le deuxième volet, les deux parties s'engagent à renforcer la coopération bilatérale entre les services compétents dans le domaine de la coordination de l'échange d'informations, de la prévention, de la lutte opérationnelle contre le terrorisme et le crime organisé ainsi qu'en matière d'acquisition de moyens techniques adaptés.

B – l'Algérie et le dialogue méditerranéen de l'Otan :

On ne peut aborder les relations qu'entretient l'Algérie avec l'Otan sans évoquer, brièvement, les rapports d'Alger avec le principal acteur de l'Alliance à savoir les Etats – Unis.

1– Les relations algéro – américaines

La réactivation de la coopération algéro – américaine dans le domaine politique et sécuritaire fut le prélude aux premiers signaux émis par l'Otan en direction d'Alger.

Dans ce sens et contrairement aux déclarations délivrées, de part et d'autre, sur l'amitié et l'ancienneté de ces relations. Celles-ci soumises, aux aléas des conjonctures politiques, ne furent pas toujours très cordiales⁽⁴¹⁾. L'année 1967 a même, vue la rupture des relations diplomatiques entre les deux Etats. Mais les différents politiques n'ont pas empêché, durant près de quatre décennies, de fructueux échanges commerciaux.

Durant les troubles vécus par l'Algérie dans les années 90, l'administration américaine fut hésitante. Après un soutien prudent accordé aux thèses islamistes. Elle s'installa dans l'expectative renvoyant quasiment dos à dos le FIS et les autorités algériennes.

L'année 1995, marquée par l'élection du président Zeroual et les massacres collectifs des populations civiles perpétrés par le GIA, annonça le dégel diplomatique entre les deux pays.

Progressivement les Etats-Unis revoient leur approche de la situation en Algérie. Dès lors les relations se réchauffent et les visites des officiels de haut rang se multiplient.

Entre temps, l'initiative Eizenstat⁽⁴³⁾ pour le Maghreb hissa l'Algérie au rang « d'Etat pivot » dans la région.

Désormais l'Algérie est considérée comme « un exemple de la coopération positive en faveur de la paix, poursuivie par les Etats - Unis en Afrique »⁽⁴⁴⁾.

42- On rappelle souvent à Alger l'existence du traité d'amitié signé entre l'Algérie ottomane et les USA le 5 septembre 1795.

43- Sous secrétaire d'Etat américain ayant proposé un partenariat américano -maghrébin en 1998.cf les relations Algérie- Otan in les cahiers de l'IMDEP 2002,p 52.

Débarrassées du poids idéologique, les relations algéro-américaines connaissent une relance significative touchant tous les domaines⁽⁴⁵⁾ et impliquant les plus hautes autorités des deux pays⁽⁴⁶⁾.

Cette normalisation entre l'Algérie et les Etats -unis facilite le dialogue Otan -Algérie qui pour beaucoup d'analystes n'est que le complément sécuritaire des relations algéro-américaines.

2 - évolution du dialogue Algérie - Otan

Devant la complexification croissante de l'environnement stratégique, l'Otan ne peut prétendre assurer seule la sécurité de ses membres. L'optimisation de son efficacité dépend de la sécurisation de sa périphérie. Pour cela, elle a besoin d'un réseau de partenaires qui coopèrent et éprouvent tous un intérêt particulier à la promotion et la préservation de la stabilité régionale.

C'est dans cet esprit que s'insère la relation Algérie Otan. Elle n'est pas le résultat d'une réaction à un événement ou à un risque particulier. Il s'agit d'une approche globale de coopération en matière de sécurité. Son premier objectif est politique : permettre une meilleure compréhension des activités de l'Otan et créer un climat de confiance prélude à toute collaboration. Le second objectif est de faire bénéficier

44- Les visites des responsables politiques et des officiers de haut rang des deux pays se sont banalisées. On notera cependant pour leur caractère inédit. La visite d'Etat du président algérien à Washington en 2004 et celle du secrétaire d'Etat à la défense D. Rumsfeld à Alger en 2006.

45- Depuis 1991 et les amendements de la loi sur les hydrocarbures de 1986, les compagnies américaines sont parmi les plus actives. Elles sont au premier rang des sociétés d'investissements dans l'exploration et la production du gaz naturel. Les échanges commerciaux sont en progression constante : 3,3 milliards de \$ en 2002, 8,3 milliards \$ de 2004 et 9,5 milliards de \$ en 2005. Selon les statistiques du ministère américain du commerce, Washington DC 2006.

46- cf le Maghreb dans la stratégie des puissances in les cahiers de l'IMDEP 2000.p 80.

l'armée Algérienne de l'expertise de l'Otan et de son savoir faire pour une meilleure prise en charge des défis posés par les nouvelles menaces transnationales.

Les relations entre l'Algérie et l'Otan sont très récentes, mais elles ont progressé rapidement. Le début remonte aux premiers contacts, officiels mais discrets, entamés en 1999 entre experts militaires et hauts responsables des deux parties. Puis suit une intense activité à la fois militaire et politique comprenant des visites de parlementaires, de militaires de haut rang et des escales d'unités appartenant aux forces navales⁽⁴⁷⁾ des pays membres de l'Otan.

En 2001, faisant le bilan de trois années de relations, la presse algérienne⁽⁴⁸⁾ fait état d'une trentaine d'activités de coopération. Ce qui fut, unanimement considéré comme Substantiellement important et présageant un saut qualitatif pour l'avenir.

Trois événements majeurs marqueront ces relations

- l'intégration de l'Algérie au Dialogue méditerranéen de l'Otan en mars 2000.
- Les visites effectuées par le chef de l'Etat Algérien au siège de l'Alliance à Bruxelles en 2001 et 2004.
- La visite du secrétaire général de l'Otan à Alger en 2004.

Les visites échangées ont permis aux deux parties de clarifier leurs objectifs et de fixer leurs attentes. Pour le président Bouteflika : « l'adhésion au dialogue méditerranéen de l'Otan est une option stratégique qui découle de sa conviction

47- cf. l'annexe sur les escales de navires des pays membres de l'Otan dans les ports algériens.

48- Pour le détail cf le quotidien d'Oran du mars-03-2001, el moudjahid du 11 juin 2001 et la tribune du 12 décembre 2001.

que seules la concertation et la coopération peuvent favoriser le rapprochement des Etats et garantissent la paix et la stabilité régionales (...) Elle traduit la volonté du gouvernement algérien d'apporter sa contribution à la redéfinition et l'établissement de meilleurs rapports de coopération et de participation à l'espace méditerranéen »⁽⁴⁹⁾. Il est clair, que l'Algérie, après des années d'isolement, a besoin de réinvestir la zone méditerranéenne et de prendre une part active à sa sécurité et sa stabilité.

Elle plaide, néanmoins, « pour une coopération pragmatique et différenciée »⁽⁵⁰⁾, selon les pays. Cette préoccupation est partagée par l'Otan, dont le secrétaire général⁽⁵¹⁾ rappela les principes sur lesquels est fondée la collaboration avec l'Algérie.

Ces principes sont : la coresponsabilité qui implique la définition en commun d'activités conjointes , la complémentarité qui repose sur une coordination des actions en matière de sécurité et enfin le respect des spécificités ou le refus d'une approche uniformisée de la sécurité. Etant entendu, que la façon de répondre aux défis varie d'un pays à l'autre et d'une région à une autre. L'Alliance privilégie donc, une coopération individualisée qui répond aux besoins de chacun.

3 - Les domaines de coopération

La coopération⁽⁵²⁾ entre les deux parties porte sur la lutte commune contre les nouvelles menaces transnationales d'une part et la réforme de la défense et sa mise à niveau d'autre part.

49- Z. Cherfaoui : « visite du président Bouteflika au siège de l'OTAN » in la tribune des 21 et 22 décembre 2001, p3.

50- cf « Algérie- Otan : une coopération différenciée » : www.Elwatan.com/spip.php?Page=article&id=9772

51- M.Scheffler- conférence de presse tenue à Alger le 25 11 2004 in [www. Nato. int](http://www.Nato.int). 2004.p2.

52- pour un exposé exhaustive cf les cahiers de l'IMDEP op. Cit. 2002 et 2006.

- **La lutte contre les**
- **menaces transnationales**

Les menaces à la sécurité, objet de la collaboration entre les différents services de sécurité, sont le crime organisé dont le trafic illicite de stupéfiants et la contrebande, l'immigration clandestine, la prolifération des armes légères et de destruction massive et enfin le terrorisme.

Pour lutter contre la croissance des groupes criminalisés, l'Algérie et les structures de l'Otan ont amélioré la coordination, la mise en commun et l'utilisation du renseignement. Ce dernier servant d'appui aux services de police intégrés des pays membres de l'Alliance. Les services spécialisés algériens souhaitent bénéficier, des moyens techniques performants et appropriés pour améliorer l'efficacité de leurs capacités opérationnelles. En outre l'Algérie participe aux discussions relatives au plan civil d'urgence dont le but est, prioritairement, le maintien d'une vie normale dans des situations d'urgence telles que guerres, crises et catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme.

- **La réforme de la défense et la formation :**

L'armée Algérienne, comme toutes les armées de type classique, n'a pas été formée à la guerre asymétrique. Elle est mal préparée aux facteurs de déstabilisation comme la rébellion armée, les trafics et la contrebande transfrontaliers et le terrorisme international. Depuis les années 90, elle est confrontée à des groupes armés⁽⁵³⁾ très mobiles qui attaquent et se replient dans les maquis extrêmement rapidement. Aussi, pour mener à bien ces missions tant

53- GIA, GSPC et depuis 2006 el quaida au Maghreb islamique.

à l'intérieur (combattre et vaincre le terrorisme intégriste) qu'à l'extérieur (être intégrée pour des interventions avec des corps étrangers ou en terrain étranger dans des opérations humanitaires ou de maintien d'ordre), l'armée algérienne doit se professionnaliser, se doter de la meilleure technologie et donner à ses structures une plus grande flexibilité.

Le programme de coopération Algérie-Otan⁽⁵⁴⁾ consacre une large part à la formation. Des officiers algériens participent à des formations spécialisées dans les écoles de l'Otan⁽⁵⁵⁾ sur des thèmes comme le maintien de la paix, la maîtrise des armements, les nouvelles techniques de lutte contre le terrorisme urbain, la responsabilité des forces armées dans la protection de l'environnement...

Des programmes de recherche pour scientifiques civils et militaires sont envisagés, notamment, en rapport avec les plans civils d'urgence. Les forces armées algériennes participent depuis le début des années 1990 à des exercices et manœuvres conjointes avec leurs homologues de l'Otan.

C- Enjeux et perspectives

Dans un monde globalisé et unipolaire, les relations entre Etats changent et s'adaptent aux nouvelles réalités internationales. L'Algérie, comme nous l'avons évoqué précédemment, n'échappe pas à ces évolutions. Ce début du 21^{ème} siècle l'a vue reconsidérer ses relations avec les Etats unis, intégrer le dialogue méditerranéen de l'Otan et intensifier ses relations avec l'Europe à la fois en tant que structure intégrée et les Etats européens pris séparément.

54- dans ses aspects rendus publics.

55- notamment en Italie, en Allemagne, et en Turquie.

En plus de cette réorientation de sa diplomatie, l'Algérie a revisité sa conception de la sécurité et de la défense nationale pour l'adapter aux nouvelles menaces qu'ils s'agissent du crime organisé, de l'immigration clandestine ou du terrorisme, aucune de ces dernières ne peut être résolue à l'échelle nationale. Ces phénomènes sont transnationaux et étroitement liés entre eux, ils ne pourront être efficacement traités qu'à l'échelle régionale. D'où le pari de l'Algérie sur la sécurité collective dans un ensemble élargi au bassin méditerranéen.

Quels défis posent cette nouvelle approche et quelles perspectives ouvre-t-elle ?

Les enjeux de cette collaboration avec les occidentaux (européens et américains) sont, pour l'Algérie, double : d'une part, poursuivre et parfaire sa lutte antiterroriste et d'autre part, moderniser et professionnaliser son armée. Elle a besoin pour cela, de l'appui politique et logistique et du savoir faire scientifique et technique de ses partenaires

1- La lutte contre le terrorisme

En lutte contre le terrorisme depuis le début des années quatre vingt dix, l'Algérie n'a cessé de militer pour insérer ce combat dans un cadre international institutionnalisé. Elle voulait fédérer l'ensemble de ses partenaires autour de cet objectif. Son combat ne fut pas vain, les principales organisations régionales (Ligue arabe, Union africaine, Organisation de la conférence islamique ...) adoptèrent des textes condamnant ce fléau et appelant à la collaboration de tous pour l'éradiquer. Après les attentats du 11 septembre à New York et du 18 mars à Madrid, les occidentaux révisèrent leurs analyses et se rallièrent à la démarche algérienne.

Depuis l'Algérie bénéficie du soutien politique et ses services de sécurité des moyens techniques modernes de lutte contre le terrorisme. Mais l'Algérie veut une meilleure

définition du concept du terrorisme. Elle travaille avec des pays partenaires pour que la communauté internationale (ONU) adopte une convention commune contre le terrorisme. Elle estime que ce fléau transnational ne peut être efficacement combattu que s'il est clairement défini. Pour que cette définition soit acceptable par tous « Elle doit éviter les amalgames, en particulier, la tendance à associer islam et activités terroristes et à assimiler à des actes terroristes, les combats que mènent les peuples privés de leurs droits ». ⁽⁵⁶⁾

2 - Professionnalisation de l'armée

La professionnalisation de l'armée passe par la modernisation et l'adaptation de ses structures aux impératifs de la sécurité collective, des normes et du degré de technicité élevé, en vigueur dans les pays partenaires. L'Etat Major est appelé, dans ce cadre, à revoir le format de l'armée, moderniser et renforcer les systèmes d'armes, de communication et de commandement.

Dans le cadre de sa coopération avec les structures militaires de l'Otan et celles des différents pays partenaires, l'ANP veut faire bénéficier son personnel d'une mise à niveau à la fois théorique et opérationnelle. Elle veut accéder à la technologie de pointe pour équiper ses unités pour une plus grande efficacité.

3 - Perspectives

Dans l'architecture de la sécurité régionale les occidentaux comptent utiliser le savoir faire algérien, connu et apprécié, non seulement en matière de lutte anti-

56- Cf. Discours du chef de l'Etat algérien à l'assemblée générale de l'ONU à New York On rappelle, à ce sujet, que l'Algérie n'adhère pas aux classifications habituelles des Etats-Unis et des pays membres de l'OSCE qui ne différencient pas entre mouvements de libération et groupes terroristes. In Elwatan 23 mars 2008.

terroriste et dans le renseignement, mais aussi son expertise dans la résolution et la gestion des conflits. Les partenaires ont, en mémoire, le rôle essentiel joué par l'Algérie dans la solution du conflit Ethiopie -Erythrée et celui plus ancien entre la Libye et le Tchad à propos de la bande d'Aozou. Les efforts déployés par l'Algérie depuis près d'une décennie, pour mettre un terme au conflit du nord Mali mettant aux prises le gouvernement central et les mouvements de rébellion Touareg participe de cette logique régionale Il est suivi avec intérêt et encouragé à la fois par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Mais la nouvelle politique sécuritaire algérienne et son imbrication dans l'architecture euro atlantique est appréciée différemment. Elle soulève craintes et interrogations ⁽⁵⁶⁾.

Certaines voix en Algérie sont critiques vis-à-vis de cette coopération. Ils ne voient dans le dialogue Otan pays du sud de la Méditerranée qu'un alibi. Sous couvert de lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine, les forces de l'Otan règlent, avant tout, des problèmes Economiques.

Ils sécurisent l'approvisionnement en matières premières stratégiques dont les hydrocarbures provenant ou transitant par les Etats de la rive sud. Ces derniers servant, ainsi de rempart, contre tout ce qui est considéré comme menace à la sécurité du Nord. ⁽⁵⁷⁾

56- Cf. Les cahiers de l'IMDEP 2006 op. Cit.: p40

57- La gestion du flux migratoire des subsahariens a été imposée par l'Europe au Maghreb. « Le discours officiel en a fait une ressource politique pour mieux négocier avec celle-ci, notamment, la pérennité des régimes »In A. Bensaad « Harraga / Hagarra : le binôme du désastre » in ELwatan du 16 mars 20.

Par ailleurs, l'Algérie peut-elle (et doit-elle disent certains) satisfaire aux clauses politiques de cette coopération tels que le primat du politique sur le militaire ou la gestion démocratique des forces armées, craignant l'ingérence et les atteintes à la souveraineté.

En dépit de sa place et de son rôle en Méditerranée, soulignés précédemment, l'Algérie demeure fragile. Ses relations avec les partenaires de la rive sud sont défavorables. Ce qui rend sa marge de manœuvre dans l'architecture sécuritaire régionale très étroite. Le pays pourra-t-il, comme le suggère certains⁽⁵⁸⁾ utiliser à son avantage la compétition que se livrent les Occidentaux en Méditerranée ?

Dans cette hypothèse l'Algérie pourra rééquilibrer sa coopération avec l'Union européenne en redéfinissant son cadre et ses instruments. Elle pourra solliciter des Etats Unis un soutien militaire plus important, notamment, en matériel performant de lutte contre le terrorisme, et demander la participation avec les forces de l'Otan aux opérations humanitaires et de maintien de la paix.

Pour le moment, l'Algérie ne verrait pas d'un mauvais œil le renforcement d'une coopération « technique » avec l'OTAN, pour une meilleure prise en charge de ses intérêts et de ses besoins.

A moyen terme, même si l'alliance l'exclut actuellement, conclure un accord de sécurité avec l'Otan, comme celui signé par cette dernière avec la Jordanie et Israël. La signature d'un tel accord hisserait la coopération entre les deux parties au niveau d'un partenariat plus solide qui pourrait se mesurer à celui en œuvre avec les pays de l'est (pPp).

58- Cf. Lt. Col. T. Boudheb « Algérie et Méditerranée : essai de prospective » In le Maghreb stratégique op. cit. p. 35

Enfin, à plus long terme, l'Algérie encourage l'affranchissement de la Méditerranée de l'influence des puissances non riveraines afin de permettre une meilleure cohésion entre méditerranéens. La conclusion d'un traité de défense et de sécurité méditerranéen serait d'un apport certain pour stabiliser la région, prévenir les conflits et assurer le développement pour tous.

Bibliographie sélective

1 Ouvrages

- Balta (P) : « Méditerranée : défis et enjeux » Ed. l'harmattan France 2007
- Bichara (K) « Le partenariat euro méditerranéen après la conférence de Barcelone »Ed. L'harmattan France 1997
- Coutau-Bégarie « Méditerranée, les constant géostratégiques »Ed. Publisud France 1997
- « Mondialisation et sécurité »Actes du colloque international Ed. ANEP ; Alger 2002. Tomes 1et2
- Tercienet (J) sous la direction « Les relations transatlantiques et l'environnement international » Ed.Bruylant 2005
- A.H Souibes,Bougherara : « Les alliés euro atlantiques dans l'après guerre froide : convergence et rivalité en Méditerranée »Thèse de doctorat en sciences politiques université d'Alger juin 2006

2. Revues

- Baghzouz (A) »Le partenariat euro méditerranéen : enjeux et perspectives pour les pays du Maghreb » In Une décennie de relations internationales.Ed. ENA 2001
- Boudheb (T) Lt col. « Algérie et Méditerranée : essai de prospective »In. Le Maghreb Stratégique, Collège de défense de l'OTAN Rome 2005
- Cahiers de l'IMDEP « Le Maghreb dans la stratégie des puissances» 1^{er} semestre 2000
- Cahiers de l'IMDEP « Algérie, OTAN : enjeux et perspectives» 2^{ème} semestre 2002
- Cahiers de l'IMDEP « Regard de l'OTAN vers le sud»2^{ème} semestre 2006
- Coustillé (J F) Méditerranée 5 + 5 et initiative de sécurité », In Défense Nationale n°5 2005.

- Crochard (I) Le sommet de l'OTAN : Prague 2002 »In ; Défense Nationale n° 2003
- Dufourcq (J) Quel voisinage stratégique en Méditerranée »In le Maghreb stratégique Collège de défense de l'OTAN.
- Fau pin (A) »L'Europe de la défense et liens transatlantiques : convergences et Divergences »In Défense Nationale octobre2001.
- Ivashov (Général colonel) « Perception russe des problèmes de sécurité de la Méditerranée occidentale » In Transition et perspectives INESG Algérien°2 2002.

3. Sites Internet

- Attina (Flavio) « The euro mediterranean Project of security paternship in comparative perspective »Paper n°52.In J. Monnet center, University of Catania septembre 2004
www.univest.it/euromed.jmwp52pdf p30
- www.nato.int/docu/ review/2005/issue3french/art3. htm
- www. Nato. Int/docu / update/2005/07.july/f0714b.htm

4. Journaux

El moudjahid ; La Tribune ; El Watan ; Le Quotidien d'Oran.

Chronologie des visites des forces occidentales en Algérie

Date de la visite	Pays d'origine	Composition et mission
Mars 1997	Etats.Unis	Visite officielle de l'amiral commandant en chef des forces navales des Etats.Unis en Europe.
Octobre 1998	Etats.Unis	Les forces de la marine de guerre des Etats.Unis et de l'Algérie organisent des exercices navals de sauvetage en mer au large de Sidi Fredj (Alger).
septembre 1999	Etats.Unis	Le commandant de la VI flotte américaine, l'Amiral Daniel Murphy, est arrivé à Alger à bord du bâtiment de commandement le « Mount Whitney », composé d'un équipage de 720 marins.
Mai 2000	France	Un bâtiment de la marine, la Frégate la Motte Piquet accoste à Alger. A son bord, l'équipage mais aussi le Vice.amiral de la flotte française et commandant de la zone navale de la Méditerranée, M. Paul Habert.
août 2000	Etats.Unis	Un bâtiment de la marine américaine a accosté au port d'Alger, pour une visite d'une dizaine de jours, il s'agit du navire de la VI flotte américaine, le destroyer « Arthur W.Radford », c'est un bâtiment spécialisé dans les opérations de soutien logistique. Il comprend 86 membres dont 6 officiers.
janvier 2001	Etats.Unis	Arrivée à Alger du commandant en chef des forces aériennes américaines en Europe, le Général Grégory. S.Martin.

février 2001	Etats.Unis	Un bâtiment de la marine américaine (US Navy) est arrivé à Alger, pour une escale de cinq jours. Le destroyer «USS Mitchell, a pris part à des manœuvres avec les forces navales Algériennes. L'US Navy a dépêché pour l'occasion, outre ce destroyer, des avions anti-sous-marins.
Février 2001	Italie	Visite du lieutenant général Zignani Alberto, Secrétaire général, Directeur national des armements de la défense italienne
Avril 2001	Italie	Le patrouilleur Spica accoste à Alger, avec à son bord, 60 officiers et sous-officiers dont le contre-amiral Gérard Talarico, commandant des forces de patrouille maritime italienne (Comfonpat).
Mai 2001	France	La Frégate française Aconit mouille dans le port d'Alger, pour une durée quatre jours. Cette Frégate est commandée par le capitaine, Jean Patrick Pluvinet, adjoint d'opérations de l'Amiral, commandant la zone maritime méditerranéenne.
Mai 2001	Allemagne	La Frégate allemande «Lubeck» a accosté à Alger, avec à son bord un équipage composé de 222 hommes

Octobre 2001	Italie	Le chef d'état-major de défense italienne est arrivé à Alger. Il s'agit du lieutenant -général, Rolado Mosca Mochini, à la tête d'une importante délégation.
Mai 2002	Grande.Bretagne	Escale de cinq jours de la force navale de l'OTAN en méditerranée Stanavformed, composée de six bâtiments de guerre (frégate et destroyers). Escale dirigée par le navire amiral de Grande Bretagne HMS Sheffield et commandé par le commandant Somerville. La visite s'est achevée par des exercices militaires aux larges des cotes d'Alger.
Octobre 2003	OTAN	Six navires, chasseurs de mines de la force de lutte antimine du sud de l'Europe (MCMFS) de l'OTAN font escale au port d'Alger.
Octobre 2004	Europe	Quatre navires appartenant à Euromarfor en visite à Alger sous le commandement de l'amiral Domonté - manœuvres militaires en haute mer durant trois jours pour découvrir et détruire les mines sous-marines.
Novembre 2004	France	La frégate anti-sous-marine (ASM). La motte - piquet accoste à Alger équipée d'engins sous marins et d'hélicoptères.
Mars 2005	OTAN	Exercices militaires conjoints en haute mer des forces navales de l'OTAN avec les forces de l'ANP.

Avril 2005	OTAN	Participation de l'Algérie à l'opération maritime antiterroriste des forces navales de l'OTAN baptisée « Active – Endeavour ».
Juin 2005	Etats.Unis	Le patrouille des gardes cotes américains BEAR accoste pour une escale de trois jours.
Février 2006	Italie	Bateau amiral italien H.S.Axios et le groupe naval SNMCCMG2 de l'OTAN avec la frégate britannique HMSST ALBANS accostent à Alger pour visite et exercices en haute mer.
Octobre 2007	Etats.Unis	La frégate Donald Cook de l'U.S.NAVY est à Alger pour participer à un exercice naval conjoint avec la marine Algérienne de lutte contre le terrorisme en mer.
Mars 2008	Italie	Le bâtiment italien de débarquement « San Guisto » accoste à Alger pour quatre jours.
Mars 2008	OTAN /Espagne	La force navale SNMCMG2 a accosté à Alger pour trois jours, composée de cinq chasseurs de mines et d'un bâtiment espagnol de soutien sous commandement espagnol avec pour mission : détecter les mines, les désamorcer ou les éliminer.